

Grain de Sable n° 482

29 septembre 2004

DE GUERET AUX AMERIQUES

Dans ce numéro

1.- La Sécu n'est pas perdue ! Nouveaux États généraux de la santé et de l'assurance maladie

(Attac France)

Deuxième session des États généraux de la santé et de l'assurance maladie (EGSAM)

2 octobre 2004, de 9h00 à 18h00
École de médecine du Kremlin-Bicêtre
78, avenue du Général Leclerc
94270 Kremlin-Bicêtre
Métro : ligne 7, station Kremlin

Pour leur première session du 24 avril 2004, les EGSAM ont su rassembler la quasi-totalité du mouvement social (70 organisations - associations, syndicats et partis politiques) et convaincre le public de la pertinence de cette action (plus de 450 participants). Se traduisant dans les faits par une plate-forme commune
(http://www.france.attac.org/a2675)
démontrant l'injustice et l'inefficacité de la réforme gouvernementale et posant les termes d'alternatives directement applicables. S'en est suivie la création de nombreux collectifs locaux sur le modèle des EGSAM, et même au-delà.

Mais le gouvernement reste sourd devant la légitimité de ce front solidaire, refusant tout dialogue et faisant passer en force une réforme que chacun reconnaît socialement dégradante ou, selon les sensibilités, inadéquate. Ayant décidé de masquer la réalité de ces carences, M. Douste-Blazy, Ministre de la Santé, a décidé de nous faire « avaler » sa réforme par tranches. Une stratégie qui nous fait réagir vivement.

Parce que nous refusons ce comportement totalitaire et que nous avons la certitude d'apporter une réponse plus viable à long terme, nous, association Attac, appelons à la tenue d'une deuxième session des EGSAM. Elle aura pour objectif premier d'élargir le nombre d'organisations membres, renforçant ainsi une légitimité déjà réelle.

Comptant sur une importante mobilisation, toujours croissante depuis la création des EGSAM, nous appelons les médias à relayer cet événement et, au-delà, notre action globale et locale. C'est là, le simple exercice d'une saine démocratie où l'on ne peut accepter que des décisions vitales soient prises unilatéralement, surtout quand elles ne profitent qu'aux plus aisés et détériorent la situation financière et sanitaire du plus grand nombre.

Rendez-vous le 2 octobre pour consolider les fondations de ce front de révolte et de construction solidaire.

Pour des informations complémentaires : secsante@attac.org, teper@club-internet.fr
Pour s'inscrire à la newsletter Info Santé : secsante@attac.org

---

2.- Budget de la Sécurité sociale Implanter tous les hôpitaux de France dans la Creuse

(Henri Hubert, président de l'IRIMEP)

Il serait question de fermer l'Hôtel-Dieu, le plus ancien hôpital de Paris, au prétexte qu'il ne serait pas rentable, le site étant convoité par le Palais de Justice, trop à l'étroit dans ses locaux actuels.
Le 24 février 2004, le préfet de région a demandé au Maire de Paris le déclassement du site, considéré comme «rand service urbain». Mauvais signe ? Cependant, les travaux de mise aux normes se poursuivent. Bon signe ?
Une fois de plus nous voici sans doute confrontés au problème de la rentabilité, critère qui devient de plus en plus incontournable...
La santé publique n'est-elle donc qu'une question de compte d'exploitation ? A voir la rentabilité partout, décidera-t-on un jour de ne plus soigner que les malades eux-mêmes

rentables, en âge de travailler et ne pouvant pas être facilement remplacés à leur poste par un autre salarié qui serait lui en bonne santé ?
S'il est question de fermer le seul ensemble hospitalier du centre de Paris qui couvre les neuf arrondissements du centre de la ville, où devront aller les habitants du secteur ? A Saint-Vincent de Paul (14ème) dont le Comité de Sauvegarde craint pour le devenir, ou ailleurs, plus loin, comme en province, où les hôpitaux de proximité des villes moyennes ferment les uns après les autres, sous prétexte de sécurité des malades, paraît-il.
Mais dans cet ailleurs, plus loin dans Paris, procédera-t-on aux agrandissements nécessaires pour installer des lits supplémentaires qui compenserons au moins ceux disparus du fait de la fermeture de l'Hôtel-Dieu ? Peut-être... Et puis s'il n'y a pas assez de lits, au lieu que ce soient les malades qui s'allongent, peut-être que ce seront les files d'attente...
En rire ? Ce n'est pas à rire que pense le malade ou l'accidenté de la route qui, pour des raisons essentiellement comptables, doit subir cinquante ou soixante kilomètres de route et d'interminables souffrances parfois, parce que l'hôpital local a été fermé ?

Il devrait manquer cette année 15 milliards d'euros à la Sécurité Sociale pour équilibrer son budget. Pour la branche maladie, le nécessaire a paraît-il été fait sans que le problème du déficit soit complètement solutionné. Il serait donc souhaitable de s'attaquer maintenant au problème de l'Hôpital Public...
J'ai une proposition à faire : pour améliorer notablement le prix de revient de chaque lit il serait opportun de réduire les charges immobilières qui lui sont imputables, et qui sont considérables surtout dans le centre-ville des grandes agglomérations, comme dans l'Ile de la Cité à Paris, pour prendre un exemple au hasard.
Chiffres en main, j'ai la solution : je propose que les immeubles où sont installés tous les hôpitaux de France soient systématiquement vendus au plus offrant, selon une procédure de mise aux enchères préalablement testée à Paris, et qu'on pourrait appeler du nom générique de « Procédure de l'Hôtel-Dieu ».
Avec un faible pourcentage des capitaux considérables qui seraient ainsi récupérés, on pourrait acheter quelques dizaines d'hectares de terrain dans la Creuse, là où le mètre carré de terrain à bâtir est le moins cher de France. On pourrait y construire dans la banlieue de Guéret un grand centre hospitalier totalement aux normes, agréable et très fonctionnel, conçu pour l'efficacité, et qui regrouperait tous les lits de France. Les installations ultra-modernes permettraient de limiter les coûts de fonctionnement. Les capitaux qui resteraient disponibles pourraient ensuite servir à renflouer la Sécurité Sociale, sans doute pour plusieurs années.
Comptablement, cette proposition tient parfaitement la route ! Il n'y a plus qu'à décider, chiffres à l'appui.
Et encore, je ne suis pas équipé pour connaître le prix du terrain en Hongrie ou en Lituanie...
Après tout Tony Blair n'envoie-t-il pas ses concitoyens malades se faire soigner en France, parce que ça coûte moins cher de payer le déplacement et les soins à l'étranger que de construire de nouveaux hôpitaux sur place ?
Ma proposition peut en faire sourire certains... Pas moi.
Même si je reconnais avoir un peu forcé le trait, je ne suis pas certain que le raisonnement purement comptable sur lequel je me suis appuyé ne soit pas le seul que certains de nos dirigeants connaissent.

Service public, service public... Vous avez dit service quoi ?

Pour signer « l'Appel des Peuples du Monde », vous pouvez vous rendre sur le site www.irimep.org, ou adresser votre signature par la Poste à IRIMEP - Appel des Peuples du Monde - BP 1421 - 51065 REIMS CEDEX (France), en mentionnant : « Je déclare signer « l'Appel des Peuples du Monde » pour une réforme des Institutions Internationales », et en précisant vos NOM, Prénom, adresse, code postal, ville et pays. Des documents à imprimer pour permettre de signer aux personnes ne disposant pas d'Internet, sont disponibles sur le site.

3.- Présence d'Attac au Forum social des Amériques (FSA)

(Denise Mendez)

Attac Équateur, présidée par l'économiste Pablo Davalos, a organisé un séminaire ayant pour thème "défis et risques de la globalisation financière" qui s'est déroulé durant 3 sessions à l'Université catholique la PUC de Quito dans un amphithéâtre toujours comble.

Pablo Davalos a ouvert le séminaire par une présentation d'Attac en indiquant que l'organisation avait pour origine la critique de la globalisation financière et la nécessité de contrôler les transactions spéculatives de capital. Le choix pour Attac Équateur de travailler spécialement sur ce sujet répond à la situation des pays d'Amérique Latine tombés sous la dépendance des IFI (FMI, BM, BID), victimes du mécanisme d'endettement forcé et de la financiarisation de l'économie. En outre, l'Équateur ayant abandonné depuis 4 ans sa monnaie nationale pour adopter le dollar-US, offre un cas d'école pour montrer les effets de la dollarisation dans un pays du Tiers monde.

Le séminaire a réuni des économistes d'Amérique latine représentant l'orientation des travaux des divers centres de recherche sur les effets de l'ajustement structurel néolibéral dans leurs pays respectifs.

Le séminaire s'est organisé autour de deux axes :

- la dollarisation ;
- la critique des fondamentaux de l'économie néoliberale.

La dollarisation de l'Équateur

L'économiste péruvien Carlos Parodi a indiqué qu'il existe différents modes et degrés de dollarisation ; la dollarisation de l'Équateur est la plus totale. Le pays a, en janvier 2000, abandonné sa monnaie nationale le Sucre, adopté le dollar-US et renoncé au droit d'émission. C'est maintenant la Réserve fédérale des États-Unis qui détient le droit de seigneuriage à la place de la banque centrale d'Équateur. (y compris les gains obtenus sur l'émission du papier-monnaie). En pratique la Banque centrale d'Équateur n'a aucune autonomie de décision et ne peut accorder de crédit à une banque locale sans demander l'autorisation à la Réserve fédérale des États-Unis. D'ailleurs les Équatoriens estiment qu'ils n'ont plus de ministre des finances mais un "ministre de la comptabilité".

Un phénomène dramatique qui s'est produit durant le Forum social des Amériques a donné la mesure de cette impuissance du "ministre de la comptabilité". Les retraités de la fonction publique ne pouvant obtenir l'augmentation de leur pension fixée à 80 dollars mensuels ont entamé une grève de la faim. Installées sous des tentes devant le siège de la sécurité sociale au cœur de Quito, les personnes âgées ont commencé à mourir, dans l'indifférence. Finalement, au bout de 45 jours et de la survenue du 15e décès, le scandale a éclaté dans la presse. Le "ministre des finances a annoncé qu'il n'y avait pas d'argent dans les caisses de l'État. Finalement le chef de l'État Lucio Gutierrez a suggéré la levée d'une taxe sur la bière. Le même jour, on pouvait lire dans un éditorial que l'État équatorien venait de verser au FMI 600 millions de dollars au titre des intérêts de la dette externe, or, pour répondre à la modeste demande des retraités il faudrait seulement 60 millions.

La dollarisarisation a permis d'accélérer la mise en place des exigences du Consensus de Washington, spécialement la restriction de l'investissement public, dans les travaux publics en matière sociale. De cette manière non seulement la situation des 60% de pauvres s'est aggravée, mais l'avenir risque d'être pire car l'économie est entrée en déflation.

Le débat des économistes critiques porte aujourd'hui sur la manière de sortir de la dollarisation : sortie brutale ou sortie ordonnée.

Nouvelle articulation de la pensée critique

Le séminaire a montré que la pensée critique latino-américaine s'enrichit avec les nouvelles générations d'économistes. Un grand nombre d'entre eux sont engagés dans une critique épistémologique de l'économie. Ils mettent en question les fondamentaux de la pensée

économique néolibérale. Les jeunes économistes d'Attac, comme Henri Chavez et Jorge Carrillo critiquent l'essentialisme qui est à la base de l'invention de l'homo economicus et de la fiction de l'équilibre spontané entre l'offre et la demande. Ils déconstruisent le mythe de la scientificité de l'économie construite sur des modèles mathématiques. La plupart de ces chercheurs conduisent leur réflexion en collaboration avec des sociologues et des philosophes.

On a tout lieu de penser que les économistes et politologues latino américains tire les leçons de 25 ans d'ajustement néolibéral qui a été mis en œuvre au forceps des coups d État et de la répression des résistances populaires. Ainsi Manuel Hidalgo d'Attac Chili, dans un brillant exposé qui réintroduit la dimension historique et politique dans l'économie montre que le Chili a évolué selon le rythme dicté par le capital transnational. L'exemple marquant étant l'instauration du modèle néolibéral à travers le coup d'État du 11 septembre 1973 contre Salvador Allende.
Il conclut son analyse en disant que le capitalisme, pour consolider sa position est prêt à imposer la réforme néolibérale par la guerre si les programmes des organes financiers multilatéraux et en particulier les traités de libre-échange sont contrecarrés par les résistances populaires.

Réunion des Attac d'Amérique Latine : programme

Durant le Forum ont eu lieu 2 réunions des représentants des groupes Attac d'Amérique Latine, en présence de délégués - France, Attac Italie, Attac Québec, Attac Hollande et Attac Suède.
Pour l'Amérique Latine était représentés les Attac de : Chili, Argentine, Venezuela, Costa-Rica, Brésil, Équateur et Colombie. Chaque délégué a fait un exposé sur les formes d'engagement d'Attac dans son pays. Il est apparu que les Attac entretiennent une ample collaboration avec diverses organisations comme El Grito de los excluidos, Jubileo Sur, Via campesina. Tous les Attac travaillent sur le thème du contrôle du mouvement des capitaux. En ce sens, Antonio Martins d'Attac Brésil, a évoqué le travail d'Attac Sao Paolo visant à faire progresser la taxation des mouvements spéculatifs.
Il faut relever la présence d'économistes importants dans Attac Équateur (Pablo Davalos, Alberto Acosta) Chili (Manuel Hidalgo), Costa Rica (Sergio Moya) et Colombie (William Gaviria Jaime Bobadilla). Grâce à cela est né le projet de participation de délégués Attac au prochain FORUM SOCIAL DU CHILI à Santiago le 19 novembre prochain. Le séminaire Attac qui est envisagé porterait sur certains aspects de la globalisation financière en Amérique latine.
Étant donné que le Forum social chilien se présente comme réponse au FORUM DE L'APEC (qui recevra la visite de George Bush), la présentation par Attac d'une analyse documentée des effets catastrophiques de la financiarisation de l'économie prend tout son sens.

En somme cette réunion témoigne de la vitalité d'Attac en Amérique latine. Il en est ainsi d'Attac Colombie qui se trouve revivifiée et renforcée par l'arrivée de 2 économistes syndicalistes, auteurs d'un ouvrage important sur l'éclatement de la bulle financière en Colombie. En dépit de difficultés matérielles énormes, les membres d'Attac conservent leur capacité de résistance et continuent à regarder du côté d'Attac France pour puiser les sources du renforcement du réseau international.

****

coorditrad@attac.org est l'adresse du secrétariat de l'équipe des traducteurs internationaux qui nous font bénéficier bénévolement de leurs compétences. Vous aussi vous pouvez participer. Il suffit de contacter coorditrad en précisant votre (ou vos) langue maternelle, les langues depuis lesquelles vous pouvez traduire et votre niveau de compétence. Le travail de traduction est basé sur le volontariat et ne vous engage pas à répondre à toutes les demandes. Vous travaillez à votre rythme et en fonction de vos centres d'intérêt.